



CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du Vendredi 5 Décembre 2025 à 9 H 30

Point 19 à 28A

L'an DEUX MIL VINGT CINQ, le vendredi 5 décembre à 9 Heures 30, s'est réuni, en visioconférence et en présentiel au Siège de Val de Berry, 14 rue Jean-Jacques Rousseau à Bourges, le Conseil d'Administration.

ETAIENT PRESENTS :

Emmanuel RIOTTE

Président – 3^{ème} Vice-Président du Conseil Départemental
Maire de St Amand-Montrond

Bernadette GOIN

Vice-Présidente – Conseillère Communautaire Agglo
Maire de Berry-Bouy

Philippe CHARRETTE

Membre – 5^{ème} Vice-Président du Conseil Départemental
Conseiller Municipal du Subdray

Franck MICHOUX

Membre – Conseiller Départemental
Adjoint au Maire de Vierzon 1

Thierry CHATELIN

Membre – Personnalité qualifiée

Laure GUILMET

Membre – Personnalité qualifiée

Nathalie LEMARCHAND

Membre – Représentant Caisse des Dépôts (visio)

Daniel DERET

Membre – Président de l'URHAJ Centre Val de Loire

Charles COLLIN

Membre - Président CAF du Cher

Secrétaire de Séance

Claude HENRY

Membre – Représentant des locataires (Indecosa-CGT)

Guy GONZALES

Membre – Représentant des locataires (Indecosa-CGT)

Denise DURANTON

Membre – Représentant des locataires (CNL)

Annie VERHOEVEN

Membre – Représentant des locataires (CLCV)

ETAIENT EXCUSES :

Clarisse DULUC

Membre – Conseillère Départementale
Maire d'Orval

Fabrice CHOLLET

Membre – Conseiller Départemental
Maire de St Martin d'Auxigny

Christine CHEZE-DHO

Membre – Adjointe au Maire de Bourges
Conseillère Communautaire

Annette BUREAU

Membre – Adjointe au Maire d'Aubigny Sur Nère
Pouvoir à Daniel DERET

Auguste DORLEANS

Membre – Représentant Tivoli Initiatives
Pouvoir à Daniel DERET

Nicolas LEPAIN
Nicole MASSICOT

Ghislaine DROUET
Daniel ROBIN

Béatrice DAMADE

Hugo LEFELLE

Rachid BOUADMA

Dominique DHENNE

Membre – Représentant l'UD CGT du Cher

Membre – Présidente de l'UDAF

Pouvoir à Emmanuel RIOTTE

Membre – Représentant des locataires (CLCV)

Membre – Secrétaire National de la Fédération

Départementale du Secours Populaire Français

Pouvoir à Charles COLLIN

Membre – 6^{ème} Vice-Présidente du Conseil Départemental

Maire de Quantilly

Pouvoir à Philippe CHARRETTE

Membre – Adjoint au Maire de Bourges

Pouvoir à Franck MICHOUX

Membre – Secrétaire Général de l'UD CFDT du Cher

Pouvoir à Thierry CHATELIN

Membre – Représentant Action Logement

Pouvoir à Emmanuel RIOTTE

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA SEANCE :

Michaël DURAND

DDT du Cher

Frédéric DECOIN

Secrétaire du Comité Social et Economique de Val de
Berry

PRESENCE DU COMITE DE DIRECTION :

Benoît LEMAIGRE

Directeur Général

Jean-Luc PINSON

Directeur Général Adjoint – Directeur Financier

Stéphanie JOUVE

Directrice du Développement Humain et Marketing RH

Emilie LARAINÉ

Directrice des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Nathalie CLOUET

Directrice des Politiques Sociales et Contentieuses

Olivier SCHUBNEL

Directeur Technique et Développement

Michaël PHILIBERT

Directeur Commercial et de la Proximité

Nadège BEDU

Assistante du Directeur Général

.....
La séance est levée à 12 H.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

=====

Séance du Vendredi 5 Décembre 2025 à 9 H 30

=====

XXVI - CONDITIONS D'ATTRIBUTION DES INDEMNITES ALLOUEES AU PERSONNEL DE VAL DE BERRY

En application :

- Du code général des collectivités territoriales
- Du code général de la fonction publique
- Du décret 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié fixant les conditions d'attributions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics
- Du décret 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,
- De l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006

L'objet de cette délibération est de définir les conditions d'attribution des indemnités allouées au personnel de Val de Berry au regard de la réglementation en vigueur.

Considérant l'avis du CSE en date du 2 décembre 2025

Les déplacements temporaires ouvrant droits aux indemnités

Définitions :

Mission : agent en service muni d'un ordre de mission pour une durée totale qui ne peut excéder douze mois, qui se déplace, pour l'exécution du service, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale,

Intérim : agent qui se déplace pour occuper un poste temporairement vacant, situé hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale,

Stage : agent qui suit une action de formation statutaire préalable à la titularisation ou qui se déplace, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale, pour suivre une action, organisée par ou à l'initiative de l'administration, de formation statutaire ou formation continue en vue de la formation professionnelle tout au long de la carrière,

Participation aux organismes consultatifs : personnes qui collaborent aux commissions, conseils, comités et autres organismes consultatifs,

Résidence administrative : le territoire de commune sur lequel se situe le service où l'agent est affecté ou l'école où il effectue sa scolarité. Lorsqu'il est fait mention de la résidence de l'agent, sans autre précision, cette résidence est la résidence administrative.

Résidence familiale : le territoire de la commune sur lequel se situe le domicile de l'agent.

Le territoire de commune :

Pour le secteur de Bourges : l'ensemble des communes suivantes, présentant une desserte régulière par des moyens de transports publics de voyageurs :

- Bourges,
- Saint-Doulchard,
- Saint-Germain-du-Puy.

Ces communes constituent, dans ce cadre, une unité territoriale cohérente. Un agent en mission exercera donc ses activités sur le « territoire de commune » dès lors qu'il se trouve dans l'une de ces communes.

Les communes limitrophes non incluses dans cette liste, du fait d'une desserte insuffisante ou irrégulière en transports publics, ne sont pas considérées comme faisant partie du territoire de commune pour l'application de cette délibération.

Cette définition pourra être révisée ultérieurement en fonction de l'évolution des lignes et fréquences des transports publics.

Le territoire de commune pour Saint-Amand-Montrond est strictement la ville de Saint-Amand-Montrond.

Le territoire de commune pour Vierzon est strictement la ville de Vierzon.

Les indemnités de déplacements temporaires

Mission ou intérim :

Lorsque l'agent se déplace pour les besoins du service à l'occasion d'une mission ou d'un intérim, et sous réserve de pouvoir justifier du paiement, il peut prétendre : à la prise en charge de ses frais de transport, et à des indemnités de mission qui ouvrent droit, cumulativement ou séparément, selon les cas, au : remboursement forfaitaire des frais supplémentaires de repas, remboursement forfaitaire des frais et taxes d'hébergement.

Stage :

Le collaborateur appelé à suivre une action de formation, un cycle de formation ou un stage dans le cadre de la formation continue percevra l'indemnité de mission et l'indemnité pour les frais de transport, à condition que le stage ou la formation ne fassent l'objet d'aucune autre indemnisation de l'établissement ou du centre de formation concerné.

Par ailleurs, lorsque l'action de formation se déroule sur le lieu de la résidence administrative du collaborateur, et que le déjeuner n'est pas pris en charge par l'organisme de formation, un remboursement forfaitaire de ces frais de nourriture pourra être pris en charge par Val de Berry.

Cas des concours ou examens professionnels :

Le collaborateur appelé à se présenter aux épreuves d'admissibilité ou d'admission d'un concours ou un examen professionnel organisé par une administration hors de ses résidences administrative et familiale pourra prétendre à la prise en charge des frais de transport aller-retour.

Il sera alors remboursé de ses frais de transport selon la base d'indemnités kilométriques, dont les taux sont fixés par un arrêté du ministère chargé de la fonction publique (tableau ci-dessus) ainsi que des frais d'utilisation des parcs de stationnement et de péage. Cependant, il n'a droit ni au remboursement des impôts, taxes et assurances qu'il acquitte pour son véhicule, ni à aucune indemnisation pour les dommages subis par son véhicule.
Ces frais ne peuvent être pris en charge que pour un aller-retour par année civile.

Les modalités de remboursement

Indemnités forfaitaires de déplacement

Pour les missions ou intérimis en métropole et en outre-mer, le taux du remboursement forfaitaire des frais supplémentaires de repas et le taux du remboursement forfaitaire des frais d'hébergement et taxes, incluant le petit-déjeuner, sont fixés comme suit :

Type d'indemnités	Province	Paris (intra-muros)	Villes = ou > à 200000 habitants et communes de la métropole du Grand Paris (décret 2015-1212 du 30/09/2015)
Hébergement	90€	140€	120€
Déjeuner*	20€	20€	20€
Dîner	20€	20€	20€

*Le déjeuner dans le cadre d'une action de formation en interne est pris en charge directement par Val de Berry. Si un collaborateur ne souhaite pas en bénéficier, il ne pourra pas prétendre à un remboursement.

Indemnités kilométriques pour utilisation du véhicule personnel

L'arrêté du 14 mars 2022 modifie l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux d'indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires.

Catégorie – puissance fiscale du véhicule	Jusqu'à 2 000 km	De 2 001 à 10 000 km	Après 10 000 km
Véhicule de 5 CV et moins	0,32	0,40	0,23
Véhicule de 6 à 7 CV	0,41	0,51	0,30
Véhicule de 8 CV et plus	0,45	0,55	0,32

Indemnité d'utilisation d'une motocyclette ou d'un vélomoteur :

Motocyclette (cylindrée supérieure à 125cm³) = 0,15€

Vélomoteur et autre véhicule à moteur (cylindrée entre 50 et 125cm³) = 0,12€

Le remboursement aux frais réels engagés par l'agent :

Depuis le 1^{er} octobre 2020, les agents de Val de Berry seront par conséquent remboursés aux frais réels engagés par l'agent, dans la limite du plafond prévu pour le remboursement forfaitaire prévu dans le paragraphe "les modalités de remboursement" de la présente délibération.

Le remboursement du repas sera effectué sur la même base qu'un repas pris dans un restaurant, à savoir une boisson, une entrée, un plat et un dessert. Cela devra être clairement identifié par l'agent sur le justificatif remis.

L'indemnité de repas n'est attribuée à l'agent en mission que lorsque celui-ci se trouve contraint de prendre son repas hors du territoire de la commune constituant sa résidence administrative ou sa résidence familiale défini au paragraphe "Les déplacements temporaires ouvrant droits aux indemnités" de la présente délibération

L'indemnisation des frais de déplacement des gardiens et des agents du PIRP avec leur véhicule personnel, à l'intérieur de la commune où se situe leur loge ou bureaux

Pour les déplacements effectués fréquemment avec un véhicule personnel, à l'intérieur de la commune où se situe la loge du gardien ou le bureau de l'agent du PIRP, le versement d'une indemnité forfaitaire annuelle est alloué. Un forfait maximum annuel de 210 euros, payable en fin d'année est versée.

Un suivi sous la forme d'un tableau mensuel est complété chaque mois par le collaborateur concerné puis validé par son supérieur hiérarchique direct.

La base de calcul de ce forfait est la suivante :

Barème kilométrique d'une voiture de 6CV : 0,41€ /km

Cette valeur évoluera en fonction des revalorisations fiscales.

Les déplacements en dehors de la commune où se situe la loge du gardien ou le bureau de l'agent du PIRP continueront à être indemnisés comme indiqué dans la présente délibération, mensuellement.

Les avances sur frais

Un collaborateur peut bénéficier d'une avance sur frais dont le montant est égal à 75% de l'évaluation des frais de transport, de nourriture et d'hébergement qui seront engagés durant la mission ou l'action de formation.

Cette avance sera établie conformément à l'ordre de mission et au minimum deux semaines avant le départ. Le montant versé sera effectué par virement sur le compte du collaborateur.

Une régularisation sera ensuite effectuée au retour du collaborateur, sur présentation des pièces justificatives des dépenses engagées.

Modalités de prise en charge des diverses indemnités (hors de l'indemnisation des frais de déplacement des gardiens et des agents du PIRP avec leur véhicule personnel)

Les indemnités sont payées mensuellement à terme échu sur présentation des états et des pièces justifiant le déplacement.

Le remboursement des frais de déplacements temporaires nécessite un ordre de mission préalable (autorisation), un état de frais certifié.

Un imprimé de demande de remboursement est à compléter (à télécharger sur intranet). Il devra être accompagné de justificatifs.

Cet imprimé de demande de remboursement devra être transmis à la direction du développement humain et du marketing RH avant le 10 du mois (sinon remboursement effectué le mois suivant).

Les indemnités de repas et d'hébergement ne sont pas versés lorsque le collaborateur est nourri ou logé gratuitement.

Les réservations des hôtels et des transports seront effectuées par le collaborateur lui-même.

Les frais de transports domicile travail

Depuis le 1er juillet 2010, Val de Berry rembourse partiellement les collaborateurs concernés, les frais de transport en commun ou locations de vélos pour le déplacement entre leur domicile et leur lieu de travail.

A compter du 1er janvier 2022, la prise en charge est de 75% du tarif des abonnements mais ne peut toutefois pas dépasser 101.75 euros par mois.

Je vous demande de bien vouloir adopter les conditions d'attribution des indemnités allouées au personnel de Val de Berry comme défini ci-dessus.

**VOTE : NOMBRE DE PRESENTS OU REPRESENTES : 21
POUR : 21 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0**

DELIBERATION

Le Conseil d'Administration valide les conditions d'attribution des indemnités allouées au personnel de Val de Berry comme défini ci-dessus.

.....
Le Secrétaire de séance,
Charles COLLIN

.....
Le Président,
Emmanuel RIOTTE



Extrait certifié conforme
Bourges, le 5 décembre 2025
Le Directeur Général,
Benoît LEMAIGRE